



Veillez renvoyer la présente demande à l'attention de Madame le Directeur des contributions à L - 2982 Luxembourg.

Demande de remise gracieuse des intérêts de retard suivant le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO) dans le cadre d'un délai de paiement "Covid-19"

La présente demande vaut tant pour les personnes morales que pour les personnes physiques.

Les personnes physiques doivent réaliser un bénéfice commercial, un bénéfice agricole et forestier ou un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale (pour les conjoints imposés collectivement, il suffit qu'un des deux conjoints réalise un bénéfice visé ci-dessus).

Numéro de dossier:

Désignation de la société ou de la collectivité, resp. noms et prénoms des conjoints/partenaires:

Adresse:

Le délai de paiement initial concerne les impôts:

Impôt sur le revenu (des collectivités):

Impôt commercial communal:

Impôt sur la fortune:

Je reconnais avoir erronément présumé que le délai de paiement de 4 mois annoncé par la newsletter du 17 mars 2020 serait accordé d'office sans demande préalable, et je me suis acquitté de ma dette fiscale en principal.

Je connais, en raison de la pandémie "COVID-19" actuelle, des problèmes de liquidités et sollicite une remise gracieuse des intérêts de retard mis en compte pour les impôts acquittés sans demande préalable d'un délai de paiement de 4 mois.

Les données à caractère personnel communiquées par l'administré sont traitées par l'Administration des contributions directes en qualité de responsable du traitement et en conformité avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). Pour plus de détails, vous pouvez consulter la rubrique «A à Z» du site internet de l'Administration des contributions directes, lettre «R», «Règlement général sur la protection des données (RGPD) - General Data Protection Regulation (GDPR)».

Nom et prénom du demandeur⁽¹⁾:

(lieu)

, le _____
(date)

1^{ère} signature⁽²⁾

2^e signature⁽²⁾

(1) A ne remplir qu'en cas d'une demande soumise par une société ou collectivité.

(2) En cas d'imposition collective, les 2 conjoints/partenaires doivent signer le présent document.